L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat, du Comté Central, de la Paroisse et de la Troisième Municipalité.

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ PAR J. BAYON.

NOUVELLE-ORLEANS:
LUNDI MATIN, 23 OCTOBRE 1837.

Chaque jour nous voyons disparaître quelqu'un des soldats de la révolution américaine; et la mort vient d'en frapper deux en 15 jours. Cincinnati et la Nlle-Orléans ont eu à déplorer la même perte. La bas, Aaron Burr, a succombé le 4 octobre à 79 ans: ici, le 21 du même mois le respectable Moreau Lislet, est mort à 78 ans!

Tous ceux auxquels est resté cher le souvenir de notre glorieuse révolution, de cette révolution qui a changé la face du monde civilisé; tous ceux qui ont conçu le mérite d'une lutte si constante entre le despotisme et la liberté, ne peuvent refuser des regrets aux nobles courages qui ont contribué à arracher l'Amérique Unie, à une métropole dominatrice. Mais, ceux qui ont connu particulièrement le respectable Moreau Lislet, et qui ont apprécié la franchise et la droiture de son caractère, ressentiront doublement sa perte, et comme l'un des soutiens de l'indépendance, et comme un vertueux citoyen! Ses restes ont été accompagnés hier à leur dernier asile par la Légion de la Louisiane et un concours nombreux de citoyens.

Sur l'usage de la langue natale.

En produisant ici la traduction d'une pièce officielle extraite du Commercial Bulletin, nous ne pouvons nous dispenser de faire observer que parmi les articles insérés dans les différentes feuilles qui ont voulu soutenir la démarche du Conseil de la Seconde Municipalité, celui que nous citons contient les objections les plus spécieuses. Cependant, ce n'est qu'en changeant l'état de la question, que l'on est parvenu à donner une apparence de raison à une démarche faite pour alarmer la plupart des citoyens Louisianais, par des prétentions sans cesse renouvelées. Assurément s'il ne se fut agi que de *courtoisie*, notre maire est trop bien connu par son esprit de conciliation pour ne pas obtempérer au vœu d'une traduction de ses communications; mais, le ton impératif de la résolution, et la menace inconvenante de ne pas traduire les communications d'aucun officier, si désormais il n'en présentait en français, était une exclusion contraire à la loi; car, il en existe qui autorisent l'usage de la langue natale et nous en citerions les dispositions, si déjà cette matière n'était épuisée tant par notre feuille, que par le correspondant du Courrier de la Louisiane.

Quoiqu'il en soit, on exigeait que la loi constitutionnelle, que les lois subséquentes, et que les procédures judiciaires fussent promulguées et rédigées en langue anglaise; il n'y avait donc cette disposition rien de prohibitif contre la langue native; aussi, est il demeuré constant, pour la Législature d'Etat, comme pour la Cour Suprême, que la traduction en langue française était de droit national ainsi que certaines communications. Toute tentative contraire à ce vœu, bien naturel à un peuple qui ne renie point sa double origine est donc une attaque à ses droits, un attentat à son honneur; et c'est ce que le population de la Louisiane n'endurera jamais! Encore une fois, elle n'est point Canadien, et Louisianaise que l'on prétend traiter comme une nouvelle Pologne; elle est souveraine, indépendante, quant à ses lois, à ses mœurs, à ses propriétés, sa religion, et aussi sous langage. Les oiseaux de passage qui y viennent du Nord, comme les cigognes en hiver; et qui n'y restent que quelques mois pour y faire de bonnes ou de mauvaises affaires; et pour s'en retourner sitôt qu'ils le peuvent s'établir au Nord; ne sauraient prétendre imposer un joug humiliant à une population indigène, libre et brave qu'elle est, et jalouse de ses droits!

On commence à voir que l'on s'est trop avancé; le fermeté du maire a soutenu l'honneur louisianais; et s'il a pensé que son pouvoir *discrétionnaire* s'étendait jusqu'à parler le langage de ses pères, et de la grande majorité de ses compatriotes; c'est qu'il a jugé que le Conseil de la 2e. Municipalité n'avait pas le droit d'exclure totalement de ses délibérations ou de ses actes, la langue d'une partie de ses administrés; quand la loi exige une traduction, au cas du moins où elle est réclamée; cela surtout serait indispensable si quelque citoyen de l'ancienne population parvenait à l'honneur de représenter un des districts de cette municipalité, dont certes rien ne saurait exclure tout citoyen américain, *fut il* Louisianais d'origine!

C'en serait assez sans doute sur un tel sujet, et puis que l'on en revient à des idées plus saines sur un objet si important, nous nous abstiendrons de prolonger la discussion, si nous n'étions forcés de nous défendre contre des accusations injustes.

S'il fallait en croire les dires des journaux de la 2e. municipalité, nos réflexions sur la résolution de M. Shaumburg auraient mis en émoi la plupart des habitans du faubourg Ste. Marie; cependant avant de nous expliquer à cet égard, nous devons réponse à cette question directe qui nous est adressée dans un *communiqué* de l'*Etoile*: "Un membre du conseil de la 1re. municipalité n'a-t-il pas présenté une résolution pour rassurer l'article du réglement du conseil qui donnait droit à tous les membres de demander la traduction des discours prononcés en français, ou de tout autre document soumis au conseil?" Non, semblable résolution n'a jamais été présentée dans le but d'interdire aucune traduction en anglais! Nous étions présens à cette discussion, et l'absence totale des membres n'entendant pas le français rendait inutile une traduction; alors, un des *aldermen*, afin d'accélérer les travaux, fit la motion de disposer le secrétaire de procéder aux traductions d'usage. Néanmoins, M. Hyde qui se trouvait présent, s'opposant à cette proposition, elle fut de suite retirée, et le document fut lu en anglais.

Maintenant que nous avons satisfait à une question que nous plaisons à croire n'être pas insidieuse; et revenant sur le fond du sujet, examinons si réellement nos arguemens ont dû être *si scandaleux*, pour une partie de la population américaine; car en combattant la motion de M. Shaumburg, c'était dans l'intention de défendre nos droits injustement attaqués, et *seulement par esprit d'hostilité*. Ce n'est pas du reste, la première fois que l'on essaye de nous enlever l'usage du langage de nos pères; et l'on ne pouvait s'attendre à nous voir penser sans silence une attaque si directe aux droits qui nous ont été garantis. Louisianais d'abord, nous nous livrerons, avec la Louisiane entière, pour réprimer l'audace de ceux qui oseraient tenter de nous imposer d'injustes lois! Américain ensuite, nous sommes prêts à repousser tout ennemi de l'Union, et à nous sacrifier pour défendre la patrie contre toute attaque étrangère! Telle est la profession d'opinion de tout bon Louisianais, et nous pensons même, de tout vrai citoyen.

Assez, et trop longtemps, on s'est permis de que la population louisianaise se commettrait à l'écluse; et les essais faits pour nous soumettre au régime de certains habitans du Nord, sont trop récens pour que nous ne nous tenions pas sur nos gardes. On se souvient encore des prétentions d'un certain ministre qui ne se proposait rien moins que de nous imposer un rigorisme contraire à nos mœurs, et à notre religion. N'est-il pas vrai, l'insensé, barrer nos rues de chaînes; nous claquemurer dans nos maisons; et nous réduire à une nullité absolue? Par combien de calomnies ne s'est-il pas vengé? N'a-t-il pas déclamé contre cette Babylone emportée de la plus hideuse immoralité? De pareilles tentatives ont il est vrai reçu leur salaire, et la fiète a été l'unique ressource de cet incendiaire. Cependant, nous rougissons de l'avouer, un tel homme avait trouvé des partisans à la Nlle. Orléans; mais aussi, nous nous plaisons à le proclamer, ils n'étaient pas Louisianais! Que l'on se tienne donc pour dit que fidèles défenseurs des lois nous ne sommes disposés à endurer aucune sorte d'atteinte à nos droits.

(Communiqué du Bulletin.)

Puisqu'il s'est élevé un conflit entre le Maire et le Conseil de la seconde municipalité, relativement à l'usage de la langue anglaise, il ne sera pas hors de propos d'approfondir la question, en se référant aux lois qui peuvent s'y appliquer. Dans le traité de cession entre la France et les Etats-Unis, il n'existe aucune stipulation pour ou contre la langue française. La curiosité et l'esprit de conciliation conservèrent aux citoyens français, le droit de s'en servir, comme aux Américains l'usage de la leur. Dans la constitution de la Louisiane, la seule allusion à l'usage de la langue nationale est la section 15.

"Toutes les lois ne pourront être passées par la législature, les archives de cet Etat, ainsi que les procédures judiciaires devront être promulguées, rédigées et conservées dans la langue dans laquelle cet écrite la Constitution des Etats Unis."

En maintenant pour faire usage de la langue française dans ses rapports avec un conseil américain qui ne la comprend point, le maire base son pouvoir discrétionnaire sur la nature d'une corporation civile, telle que la ville. La loi leur accorde le droit "d'établir des statuts et réglemens pour leur propre administration, pourvu que ces statuts ne soient pas contraires aux lois ou à la constitution de l'Etat." En 1824, dans le but de concilier les intérêts de la population française, et non, comme on l'a prétendu, pour forcer la population américaine à parler le français, l'amendement suivant au Code civil de la Louisiane fut adopté; Section 8 "Si tout ce plus décrété que ledit Code, tant amendé, sera imprimé dans la langue anglaise et française, les deux textes étant placés en regard." C'est lui servirait au besoin à démontrer, qu'avant l'année 1824, il n'y avait aucune disposition légale pour assurer l'usage de la langue française, même comme adjointe à la langue anglaise. Nous ne demandons qu'une justice impartiale. Que les citoyens américains, dans leur patrie, aient droit à leur langue maternelle, à l'usage de leur gouvernement et que la population française ait aussi droit à faire usage de la langue qu'elle parle et comprend. Américains, dans notre propre pays, nous ne demandons aux Français, nos concitoyens adoptifs, que les mêmes droits que nous leur avons libralement accordés. Mais, au contraire, loin de paraître satisfaits du privilège de faire usage de leur propre langue dans leur pays d'adoption, ils veulent, à en juger par leur attitude présente, forcer les Américains à l'employer aussi. Nous devons avouer que c'est là dépasser le cercle des convenances sociales et que cette prétention resemble beaucoup à une arrogante usurpation.

Le maire revendique, dans ne nous en venons de quelle autorité, le pouvoir discrétionnaire de communiquer en anglais avec un conseil français, et en français avec un conseil anglais, lorsqu'il sait que l'un et l'autre ne comprennent pas la langue dans laquelle sont écrites ses messages.

Supposons, pour donner un exemple contraire, qu'un citoyen américain soit élu maire. Quoi-que-soit les conseils des première et troisième municipalités seront-ils à ces messages, s'ils leur étaient transmis en anglais, sans être accompagnés d'une traduction? Il nous paraît que c'est là une fonctionnaire se méprend sur l'esprit de ses institutions, en ignorant avec tant de force pour employer la langue française dans ses rapports avec un conseil américain, qui ne la comprend pas. Nous ne prétendons pas que la population française ne doive pas faire usage de sa propre langue, nous prétendons que nous, Américains, ne devons pas être forcés à faire usage de la langue française.

Les membres de la 2e. municipalité municipalité sont citoyens américains; ils ne doivent pas abandonner la cause de leur langue maternelle et flatter dans le maintien de sa dignité, par la crainte d'offenser [illegible] n'exerce pas d'offense de fait, ou d'assourdir le bâton lorsqu'ils ne violent aucun droit, aucune loi du pays.

Congrès des Etats Unis.

Dans sa séance du 14, le sénat donna son assentiment aux amendemens qui lui furent transmis par la chambre, au bill autorisant le trésor à différer le quatrième *paiement* aux Etats, en vertu de la loi de distribution et à *celui* pour accorder aux négociants une extension de crédit sur leurs bons en douane.

Après avoir adopté une résolution allouant au chapelain $300 pour service extraordinaire, le sénat s'ajourne.

Dans la chambre des représentans, une motion ayant été faite de déposer sur la table le bill pour donner au trésor le contrôle exclusif des recettes et dépenses du gouvernement, l'appel nominal demandé sur cette motion donna pour résultat 189 voix pour, 107 contre.

Une motion faite pour reconsidérer la question, fut négativée par un vote de 119 voix contre 106.

NAUFRAGE DU STEAMER HOPE.

Nous empruntons au *Charleston Courrier* quelques détails sur l'affreuse catastrophe qui a couvert la vie à plus de 80 personnes. Le paquebot à vapeur Home quitte New-York pour Charleston, par un temps magnifique. Les passagers étaient au nombre de 80 ou 90 parmi lesquels se trouvaient 35 à 40 femmes. L'équipage était composé de 43 individus. Dans la soirée du 9, le vent commença à souffler avec violence et le *londemain*, lundi, la tempête était à son plus haut période. Le steamer faisait eau; l'équipage et les passagers furent appelés à servir les pompes, mais tous leurs efforts ne purent réussir à les franchir. L'eau gagnait de toutes parts, lorsque le capitaine comme dernier moyen de salut, se résolut à jeter son bâtiment à la côte afin de sauver la vie de ceux qui étaient à bord. Soit faux calcul de sa part, soit que le steamer ne put gouverner avec assez de précision, il manqua l'entrée de la barre et alla se jeter à six milles plus loin au Nord sur les bas fonds d'Ourscocke. Lorsque le bâtiment toucha, la nuit était venue; le poids de l'eau qu'il contenait et la violence des vagues le démembrèrent en moins de 20 minutes. Aucun moyen de sauvetage n'ayant été organisé dans la confusion qui dominait cette foule d'êtres humains au moment du danger, environ 60 personnes, tant passagers que faisant partie de l'équipage, furent immédiatement noyés lorsque le bateau s'ouvrit et fut brisé en pièces. Parmi ceux qui se sauvèrent, quelques uns avaient nager, d'autres ne durent la vie qu'à une espèce ou à quelque débris qui les soutint sur l'eau. M. Vandersee fut sauvé par un de ces appareils, tissu de toile et de gomme élastique que l'on gonfle d'air et qui font l'effet d'une bouée.

On trouvera dans la partie anglaise de notre feuille les noms des passagers et de ceux qui ont pu échapper à la mort.

Reprise des paiemens en espèces.

Nous apprenons par un journal de New York que la Banque des *Mechanics & Traders*, d'Albany, a repris ses paiemens en espèces. On porte à $100,000 la circulation de cette banque. Il paraîtrait que les autres banques de cette ville ne sont pas encore disposées à suivre la même marche. "Il est positif dit ce journal, que nos banques font tous les efforts que leur imposent les devoirs qu'ils doivent au public, pour reprendre les paiemens à une époque assez rapprochée pour éviter de demander des faveurs à la législature.

Nouvelles très récentes d'Angleterre.

Le paquebot *Ophèus*, apporte des nouvelles de Liverpool du 16 septembre, jour de son départ et de Londres, du 15. Par malheur, les journaux de New-York qui nous les transmettent, ne nous envoient que de très courts extraits, par l'Estafette, vu l'heure avancée à laquelle le navire était arrivé.

En Angleterre, le Parlement s'est assemblé pour la forme, le 11 septembre, et a été de nouveau prorogé au 2 octobre. L'ouverture de la session n'est pas encore définitivement fixée.

Le bruit courait à Londres que le marquis de Waterford, célèbre dans les annales de la police, par ses aventures, avait été tué dans une rixe sur la côte de Norwège.

L'Honorable Mr. Norton a eu recours, pour se dispenser de payer les dettes de se femme, à un moyen extrême, employé d'ordinaire par les artisans et prolétaires. Il a fait publier une affiche pour annoncer qu'il ne voulait plus s'en rendre responsable, à dater du 30 mars 1836.

Nous voyons avec plaisir que les anglais apprécient l'intégrité de plusieurs Etats de l'Union, en offrant aux détenteurs des inscriptions de leur dette publique, le paiement des intérêts soit en espèces, soit en papier au pair. Cet acte honorable leur a causé une perte de 9 à 10 pour cent. Ces Etats sont ceux de New-York, Ohio, Indiana et Alabama. D'un autre côté, l'Etat de Pennsylvanie se refuse à entrer en arrangement; on pense que le Maryland et la Virginie suivront cet exemple, dont ils ne tarderont pas à rassentir les effets sur leur crédit à l'étranger,

D'après la prix de l'ar à Hambourg, à Paris et à New-York, comparé avec le cours de Londres, le change se trouve au pair entre cette ville et Hambourg, et entre l'Angleterre de 0,37 à 0,40 avec Paris et New-York.

A Liverpool, le coton a subi une baisse de ½ à 1d. par livre. Le 15 septembre la vente s'était élevée à 2500 balles, dont 1000 balles coton américain, prises par spéculation. Les ventes de la semaine avaient été de 14,140 balles et les importations de 30,279.

Les nouvelles de France ne sont pas d'un grand intérêt. La question de la dissolution des Chambres n'était pas encore terminée; quoique le *Journal des Débats* annonçât la publication de l'ordonnance royale pour la fin de Septembre.

L'expédition de Constantine était encore l'objet de doutes dans l'opinion publique, cependant le duc de Némours était allé rejoindre les troupes destinées à se service.

A Marseilles, le choléra a presque entièrement disparu, mais il s'est manifesté avec violence dans plusieurs autres villes du midi de la France.

A Rome, les alarmes de la populace et les bruits que la malveillance avait fait circuler sur le poison jeté dans les eaux des fontaines, ont causé des émeutes et de graves accidens. Un jeune anglais a été tué par le peuple. Comme un grand nombre des médecins ont refusé, à Rome, de donner leurs soins aux cholériques, le gouvernement a promulgué un décret, arrêtant que tous ceux qui refuseront leurs secours, n'auront plus le droit plus tard de pratiquer la médecine. Les écoles et les cours de droit sont fermés; l'aspect de la ville est chaque jour plus sombre. Chaque soir, de grands feux sont allumés dans les rues pour purifier l'air.

A Berlin, du 4 au 7 septembre, les morts ont été au nombre de 115; les nouveaux cas de 223.

S'il faut en croire quelques journaux de Paris, l'apparition du choléra en Italie a fourni l'occasion à des sectionnements politiques d'éclater sur plusieurs points, et sous la vigilance constante et l'influence dominante de l'Autriche, des changemens importans auraient eu lieu dans les principautés qui divisent ce beau pays, Le Pape se renforme dans le vaucan, dont l'accès est interdit au dehors, et envoie les reliques de tous les saints du calendrier, se promener dans les rues, pour préserver la population du fléau destructeur.

Les nouvelles d'Espagne sont peu intéressantes. Aucune affaire importante n'a eu lieu entre les deux corps d'armées. Le brigadier O'Donnell a fait, le 7 septembre une sortie de St. Sébastien et s'est avancé jusqu'à Andocin, sans que les Carlistes lui opposassent aucune résistance.

Le Baron de Meer a marché sur Igualada, le 4; il a proclamé la loi martiale dans les quatre provinces de la Catalogne. Les commandans militaires ont le droit de faire fusiller, dans les vingt quatre heures, tout individu qui excite le peuple à la révolte et cherche à troubler l'ordre public.

Le principal corps des Carlistes se tient toujours dans les défilés de la Sierra de Abarracin; l'armée des Christinos, sous les ordres d'Espartero, Oraa et Bue, vins surveille leurs mouvemens pour leur livrer bataille.

Il y a eu quelques troubles à Pampelune, la garnison s'est révoltée contre le général Iriarte, mais elle s'est soumise de nouveau au général Christino Cabrera, nommé Vicaroi en remplacement d'Iriarte. Un arrangement a été conclu pour l'extinction graduelle de la solde arriérée de la légion anglaise et pour payer ponctuellement la nouvel'e légion étrangère.

Nouvelles de Lisbonne sont de 7 septembre. Une affaire avait eu lieu le 28 août, mais sans résultat. Les Chartistes ont opéré leur retraite vers les provinces du Nord; ils sont chaudement poursuivis par leurs adversaires; on peut s'attendre à une action décisive.

La régence provisoire, placée à la tête du parti portugais qui demande le rétablissement de la charte promulgée par don Pedro IV, à son abdication, a publié un manifeste pour faire connaître à la nation quelles sont les vues et les intentions du parti Chartiste.

Après avoir exposé les intrigues et les manœuvres politiques des chefs ambitieux qui excitèrent, en septembre 1836, la populace de Lisbonne à demander l'abolition de la charte, qui fut remplacée par une ancienne constitution, mal conçue, fondée sur une oligarchie tirannique; après avoir montré que, dès ce jour la reine ne fut plus maîtresse de ses actions, mais qu'elle se vit forcée de sanctionner les actes qui furent présentés à sa signature, la régence provisoire fait un appel aux patriotes qui ont conquis la liberté de leur pays sous don Pedro IV, aux défenseurs de cette charte qui garantit les droits de la nation et pour la quelle ils ont si longtemps souffert et combattu, afin de marcher sur la capitale et d'y décider le sort de pays.

"Placés en ce moment à la tête des portugais loyaux qui veulent délivrer leur pays, la régence provisoire juge qu'il est de son devoir de faire au nom de sa auguste captive, et des portugais qui défendent sa cause, une déclaration solennelle de ses sentimens et de ses projets.

"La régence déclare donc

1o. Qu'elle ne reconnaît pas, ce qu'elle n'a jamais reconnu et qu'elle ne reconnaîtra jamais, comme loi fondamentale de la monarchie portugaise, réglant les prérogatives du trône et les droits du peuple, d'autre charte que la charte constitutionnelle, octroyée à la nation par don Pedro IV, de glorieuse mémoire, et acceptée par la nation.

2o. Qu'elle ne reconnaît pas, qu'elle n'a jamais reconnu et qu'elle ne reconnaîtra jamais aucun changement introduit dans cette charte, par d'autres moyens que ceux qui y sont prescrits.

3o. Qu'elle considère tous les actes, exécutifs, politiques et législatifs, des différens gouvernemens de facto qui se sont succédés depuis le 9 septembre 1836, comme étant de nul effet, et comme n'ayant jamais existé.

4o. Que son but est de rétablir, dans toute son intégrité, la charte constitutionnelle, telle qu'elle a été octroyée par don Pedro IV, et de faire cesser, par tous les moyens qui sont en son pouvoir, les désordres qui ont lieu dans les différentes parties du royaume, et qui ont été occasionnés par la violation de la charte, et par la substitution à cette charte de la constitution de 1822, qui a été abolie par le fait même de la révolution.

5o. Que toute opinion administrative, de personnes, ou de propriétés, est entièrement étrangère aux desseins et aux projets de la régence provisoire et des patriotes qui contribuent à la restauration, que ils méritent et doivent jouir sous l'empire de la charte, de la protection de leur part dans les affaires de l'Etat, comme immédiatement, car tel n'est en vue que la dignité du trône et la prospérité du pays.

En Angleterre, le Parlement s'est assemblé pour la forme, le 11 septembre, et a été de nouveau prorogé au 2 octobre. L'ouverture de la session n'est pas encore définitivement fixée.

Le bruit courait à Londres que le marquis de Waterford, célèbre dans les annales de la police, par ses aventures, avait été tué dans une rixe sur la côte de Norwège.

L'Honorable Mr. Norton a eu recours, pour se dispenser de payer les dettes de se femme, à un moyen extrême, employé d'ordinaire par les artisans et prolétaires. Il a fait publier une affiche pour annoncer qu'il ne voulait plus s'en rendre responsable, à dater du 30 mars 1836.

Nous voyons avec plaisir que les anglais apprécient l'intégrité de plusieurs Etats de l'Union, en offrant aux détenteurs des inscriptions de leur dette publique, le paiement des intérêts soit en espèces, soit en papier au pair. Cet acte honorable leur a causé une perte de 9 à 10 pour cent. Ces Etats sont ceux de New-York, Ohio, Indiana et Alabama. D'un autre côté, l'Etat de Pennsylvanie se refuse à entrer en arrangement; on pense que le Maryland et la Virginie suivront cet exemple, dont ils ne tarderont pas à ressentir les effets sur leur crédit à l'étranger,

D'après le prix de l'ar à Hambourg, à Paris et à New-York, comparé avec le cours de Londres, le change se trouve au pair entre cette ville et Hamburgo, et entre l'Angleterre de 0,37 à 0,40 avec Paris et New-York.

A Liverpool, le coton a subi une baisse de ½ à 1d. par livre. Le 15 septembre la vente s'était élevée à 2500 balles, dont 1000 balles coton américain, prises par spéculation. Les ventes de la semaine avaient été de 14,140 balles et les importations de 30,279.

Les nouvelles de France ne sont pas d'un grand intérêt. La question de la dissolution des Chambres n'était pas encore terminée; quoique le *Journal des Débats* annonçât la publication de l'ordonnance royale pour la fin de Septembre.

L'expédition de Constantine était encore l'objet de doutes dans l'opinion publique, cependant le duc de Némours était allé rejoindre les troupes destinées à se service.

A Marseilles, le choléra a presque entièrement disparu, mais il s'est manifesté avec violence dans plusieurs autres villes du midi de la France.

A Rome, les alarmes de la populace et les bruits que la malveillance avait fait circuler sur le poison jeté dans les eaux des fontaines, ont causé des émeutes et de graves accidens. Un jeune anglais a été tué par le peuple. Comme un grand nombre des médecins ont refusé, à Rome, de donner leurs soins aux cholériques, le gouvernement a promulgué un décret, arrêtant que tous ceux qui refuseront leurs secours, n'auront plus le droit plus tard de pratiquer la médecine. Les écoles et les cours de droit sont fermés; l'aspect de la ville est chaque jour plus sombre. Chaque soir, de grands feux sont allumés dans les rues pour purifier l'air.

A Berlin, du 4 au 7 septembre, les morts ont été au nombre de 115; les nouveaux cas de 223.

S'il faut en croire quelques journaux de Paris, l'apparition du choléra en Italie a fourni l'occasion à des sectionnements politiques d'éclater sur plusieurs points, et sous la vigilance constante et l'influence dominante de l'Autriche, des changemens importans auraient eu lieu dans les principautés qui divisent ce beau pays, Le Pape se renforme dans le vaucan, dont l'accès est interdit au dehors, et envoie les reliques de tous les saints du calendrier, se promener dans les rues, pour préserver la population du fléau destructeur.

Les nouvelles d'Espagne sont peu intéressantes. Aucune affaire importante n'a eu lieu entre les deux corps d'armées. Le brigadier O'Donnell a fait, le 7 septembre une sortie de St. Sébastien et s'est avancé jusqu'à Andocin, sans que les Carlistes lui opposassent aucune résistance.

Le Baron de Meer a marché sur Igualada, le 4; il a proclamé la loi martiale dans les quatre provinces de la Catalogne. Les commandans militaires ont le droit de faire fusiller, dans les vingt quatre heures, tout individu qui excite le peuple à la révolte et cherche à troubler l'ordre public.

Le principal corps des Carlistes se tient toujours dans les défilés de la Sierra de Abarracin; l'armée des Christinos, sous les ordres d'Espartero, Oraa et Bue, vins surveille leurs mouvemens pour leur livrer bataille.

Il y a eu quelques troubles à Pampelune, la garnison s'est révoltée contre le général Iriarte, mais elle s'est soumise de nouveau au général Christino Cabrera, nommé Vicaroi en remplacement d'Iriarte. Un arrangement a été conclu pour l'extinction graduelle de la solde arriérée de la légion anglaise et pour payer ponctuellement la nouvel'e légion étrangère.

Nouvelles de Lisbonne sont de 7 septembre. Une affaire avait eu lieu le 28 août, mais sans résultat. Les Chartistes ont opéré leur retraite vers les provinces du Nord; ils sont chaudement poursuivis par leurs adversaires; on peut s'attendre à une action décisive.

La régence provisoire, placée à la tête du parti portugais qui demande le rétablissement de la charte promulgée par don Pedro IV, à son abdication, a publié un manifeste pour faire connaître à la nation quelles sont les vues et les intentions du parti Chartiste.

Après avoir exposé les intrigues et les manœuvres politiques des chefs ambitieux qui excitèrent, en septembre 1836, la populace de Lisbonne à demander l'abolition de la charte, qui fut remplacée par une ancienne constitution, mal conçue, fondée sur une oligarchie tirannique; après avoir montré que, dès ce jour la reine ne fut plus maîtresse de ses actions, mais qu'elle se vit forcée de sanctionner les actes qui furent présentés à sa signature, la régence provisoire fait un appel aux patriotes qui ont conquis la liberté de leur pays sous don Pedro IV, aux défenseurs de cette charte qui garantit les droits de la nation et pour la quelle ils ont si longtemps souffert et combattu, afin de marcher sur la capitale et d'y décider le sort de pays.

"Placés en ce moment à la tête des portugais loyaux qui veulent délivrer leur pays, la régence provisoire juge qu'il est de son devoir de faire au nom de sa auguste captive, et des portugais qui défendent sa cause, une déclaration solennelle de ses sentimens et de ses projets.

"La régence déclare donc

1o. Qu'elle ne reconnaît pas, ce qu'elle n'a jamais reconnu et qu'elle ne reconnaîtra jamais, comme loi fondamentale de la monarchie portugaise, réglant les prérogatives du trône et les droits du peuple, d'autre charte que la charte constitutionnelle, octroyée à la nation par don Pedro IV, de glorieuse mémoire, et acceptée par la nation.

2o. Qu'elle ne reconnaît pas, qu'elle n'a jamais reconnu et qu'elle ne reconnaîtra jamais aucun changement introduit dans cette charte, par d'autres moyens que ceux qui y sont prescrits.

3o. Qu'elle considère tous les actes, exécutifs, politiques et législatifs, des différens gouvernemens de fact qui se sont succédés depuis le 9 septembre 1836, comme étant de nul effet, et comme n'ayant jamais existé.

4o. Que son but est de rétablir, dans toute son intégrité, la charte constitutionnelle, telle qu'elle a été octroyée par don Pedro IV, et de faire cesser, par tous les moyens qui sont en son pouvoir, les désordres qui ont lieu dans les différentes parties du royaume, et qui ont été occasionnés par la violation de la charte, et par la substitution à cette charte de la constitution de 1822, qui a été abolie par le fait même de la révolution.

5o. Que toute opinion administrative, de personnes, ou de propriétés, est entièrement étrangère aux desseins et aux projets de la régence provisoire et des patriotes qui contribuent à la restauration, que ils méritent et doivent jouir sous l'empire de la charte, de la protection de leur part dans les affaires de l'Etat, comme immédiatement, car tel n'est en vue que la dignité du trône et la prospérité du pays.

Le cause de la restauration portugaise est la cause de la religion, du trône et de la liberté.

Signé — Duc de TERCERE,
Marquis de SALDANHA.

Le S. de Sr. — Secrétaire de Albuquerque.

Ville de Torres-Vedras, 31 août.

Une lettre d'un négociant de St. Ubes, reçue à Boston, par le brick *Elizabeth*, datée du 28 août, dit

"Ce pays est en ce moment occupé par deux armées, unes d'elles est en possession de Lisbonne, proclame la constitution démocratique et les principes républicains; l'autre qui se trouve en dehors de la ville s'évertue pour la charte constitutionnelle et monarchique. Elles ne se sont pas encore livré combat mais comme une autre armée vient au secours de Lisbonne, il est à présumer qu'il y aura un conflit avant longtemps. Nous ne connaissons rien de positif quant aux forces régulières, quelques-uns prétendent que les constitutionnels sont en plus grand nombre, mais la plus grande partie a été forcée de marcher, tandis que ceux qui soutiennent la charte sont tous volontaires. En outre ils sont comprendre par nos meilleurs généraux et ont avec eux plusieurs personnages marquants. Le bas peuple ne prend que faiblement part dans ces différends, à l'exception de la partie qui appartient aux gardes nationales, et qui est obligée de servir.

"Nous avons attendu jusqu'au dernier moment pour avoir des nouvelles de Lisbonne, mais nous n'avons pu rien apprendre de ce qui s'y est passé aujourd'hui. Le bruit de canon que nous entendons, provient, à ce que nous croyons, de la réjouissance sur la naissance d'un prince ou d'une princesse."

NOUVELLES DE LA FLORIDE.

Les dernières nouvelles nous apprennent que le général Jesup était à Black Creek, attendant des troupes, pour ouvrir la campagne au 1er. de Novembre prochain.

Deux compagnies de Tennessiens à cheval ainsi que deux compagnes du second régiment des dragons des Etats Unis, sous le commandement du major Ashby, sont partis du ferry de Garey pour Pensacola Un détachement de 2 la tillerie des Etats Unis, sous les ordres du lieutenant Mackel, qui se trouvait à Poinsett, a été immédiatement expédié pour Ste. Augustin. D'après de semblables préparatifs, l'on doit espérer que cette campagne sera décisive.

Le superbe vaisseau de ligne des Etats-Unis *Pensylvania*, sous le commandement du commodore Charles Stewart, a reçu ordre de mettre à la voile pour Norfolk.

(Communiqué.)

Chemin de roulage de la Compagnie de Navigation d'Orléans.

C'est dans la séance du conseil de la 1re. municipalité qui doit avoir lieu aujourd'hui que sera discutée la résolution présentée par M. F. de Armas à la dernière séance, proposant que l'endossement de la municipalité devra être accordé à la Compagnie de Navigation d'Orléans, pour une certaine somme, à la condition que cette compagnie fera construire un chemin à coulisses partant d'un point voisin du Bassin Carondelet et aboutissant à l'embouchure du Bayou St. Jean où il sera établi un bassin.

L'importance et l'utilité d'une semblable entreprise sont évidentes, et les immenses avantages que la 1re. municipalité en retirera sont incontestables. D'abord ce chemin à coulisses facilitera les communications entre la ville et les faubourgs St. Jean et Pontchartrain, ce qui attirera sur ces points, jusqu'à présent déserts, une population considérable, et il n'en suivra naturellement des améliorations qui augmenteront sensiblement le revenu de la 1re. municipalité.

L'établissement du dépôt près de Bassin Carondelet, rendra ce quartier un des plus commerçants et des plus fréquentés de la ville, et il en résultera un très grand avantage pour le faubourg Trémé, qui manque toute la sollicitude du conseil de la 1re. municipalité, étant le seul point qui ait besoin de ses secours pour prendre cet élan que sa position centrale et que les heureux résultats de la Compagnie de Desséchement lui assurent désormais.

Le rapport favorable présenté par le comité du conseil chargé l'examen de l'emploi fait par la Compagnie de Navigation—Une importation de 100 boucauds de Havane, pris incognus. La bonne qualité éprouve une bonne demande pour le détail. Les ventes de première qualité, peut commander 36 à 38; Trinité 38 cents.—Un petit lot de sucre de New-York rafiné 45 cents.

SUCRE—La demande a été encore animée, et les prix sont en quelque chose plus élevés.—Les transactions de la semaine ont été dans le cours de la semaine consistant 320 boucauds de Nouvelle Orléans de 7 à 7 1/8 pour de l'intérieur à 8 1/4 cents pour la bonne qualité; 115 boucauds de Cuba Muscovado moyens, à des prix non rapportés, mais supposés être 8 cents; 1056 caisses environ de la Trinidad, à 7 1/8 pour le brun de qualité inférieure; à 9 cents pour la bonne qualité, et 13 1/8 cents pour le blanc; 175 caisses brun et blanc de la Havane, de 8 1/2 à 8 3/4; pour le brun et 10 1/2 cents pour le blanc; le tout à 4 et 6 mois; 600 sacs et 50 barils Brézil blanc à 10 1/4; et 36 boucauds à 10 cents—Les existences en premières mains sont presque entièrement épuisées.

WHISKEY—Les prix n'ont éprouvé aucun changement matériel pendant la semaine.—De la commercialisable en barils vendu samedi à 28 cents; plusieurs ventes ont eu lieu depuis de 28 1/2 à 29 cents, en barriques; le prix est ferme à 36 cents.

Boston, 13 octobre.

Coton—Nous n'avons rien de bien important à ajouter à notre dernier rapport. La demande pour cet article est très limitée, et n'a lieu que pour les besoins immédiats des manufacturiers. Les ventes qui ont eu lieu depuis notre dernier rapport ne dépassent pas 500 balles, et les prix sont à peu près les mêmes que ceux publiés dans notre dernier rapport.

Café—Les transactions dans le café ont été peu considérables cette semaine; les prix restent les mêmes. Vente de 200 balles Java à 11 cents. Rio de qualité commune, prix pour l'importation à environ 9 1/2 à 10 cents.

Mélasse—La demande continue bonne pour toutes les qualités, et les ventes démontrent une amélioration sur les transactions de la semaine dernière.

Sucre—Il y a eu une demande très animée pour cet article durant la semaine passée, et le marché s'est fermé invariable, avec une hausse sur 1 à 1/2 pour la semaine dernière. Les ventes embrassent environ 600 caisses Havane et Trinité brun dont partie pour l'exportation de 6 1/2 à 7 cents; blanc à 8 1/2 à 9 cents; environ 200 boucauds Cube. muscovado, 7 à 8 cts. un parti ordinaire à 6½ et 7c.; 200 barils chargés de premières mains pour le sud; ventes de 50 à 60 boucauds Porto Rico à 7½ et 8 c. par livre à 4 mois.

Louisville, 15 octobre.

La rivière de l'Ohio est basse qu'elle ne permet la navigation qu'aux petites embarcations. Les affaires de la semaine n'ont pas été très remarquables, bien qu'elles s'améliorent à mesure que la saison avance.

FARINE—Il n'y a eu que très peu d'affaires dans cet article, elle vaut 5 1/2.

SUCRE—La plupart de cet article a changé de mains à des prix variant de 5 à 6 1/2 cents. Les détenteurs montrent en conséquence la disposition d'augmenter les prix. L'existence en main n'est pas grande.

Cincinnati, 14 octobre 1837.

Les marchés n'ont éprouvé aucunes fluctuations matérielles pendant la semaine. La baisse de la rivière, ne permet qu'une très faible augmentation dans l'importation des denrées, et empêche l'exportation de produits etc; jusqu'à l'époque de la hausse [illegible] [novembre] le commerce de la ville ne variera que très peu de sa présente situation. Le café et le sucre sont en très petites quantités.

Nous donne comme suit les ventes du Canal faites ce matin.

WHISKEY à 20 cents.—Farine 95 37, Porc, Mess, de 817 à 818 le baril.—Graisse 7 1/2 cents la livre.

Augusta, 18 oct 1837.

La rivière est si basse qu'elle ne permet aucune influence dans aucune partie navigable. Le commerce pendant les trois dernier jours les prix ont éprouvé une baisse des cours de jeudi et du vendredi. Nos importations commencent à augmenter. Les ventes qui